

# **RAPPORT SEMESTRIEL 2018**



## **HALF YEAR REPORT 2018**



Compagnie Financière Tradition

# SOMMAIRE



## CONTENT

---

**3 | 17**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ**

**3 | 17**

**OPERATING REVIEW**

**18 | 40**

**COMPTES CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2018**

**18 | 40**

**INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL  
STATEMENTS AT 30 JUNE 2018**

**19 | COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE**

**20 | ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL  
CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE**

**21-22 | BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE**

**23 | TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE  
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE**

**24 | TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES  
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE**

**25-40 | ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES**

**19 | INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT**

**20 | INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT  
OF COMPREHENSIVE INCOME**

**21-22 | INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET**

**23 | INTERIM CONSOLIDATED  
CASH FLOW STATEMENT**

**24 | INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT  
OF CHANGES IN EQUITY**

**25-40 | NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED  
FINANCIAL STATEMENTS**

Présent dans 29 pays, Compagnie Financière Tradition SA figure parmi les leaders mondiaux du secteur des IDB (Inter Dealer Broker). Le Groupe fournit des services d'intermédiation sur une vaste gamme de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (CFT). Compagnie Financière Tradition SA is one of the world's largest interdealer brokers (IDB) with a presence in 29 countries. The Group provides broking services for a complete range of financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (precious metals, and energy and environmental products). Compagnie Financière Tradition SA is listed on the SIX Swiss Exchange.

The English translation of the French text has been prepared for information purposes only. While we have made every effort to ensure a reliable translation, we make no representation that it is accurate or complete in any way. It is therefore not the intention of Compagnie Financière Tradition SA that it be relied upon in any material respect. The original French text is the only valid one.

# RAPPORT D'ACTIVITÉ



# OPERATING REVIEW

---

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'activité du Groupe s'est globalement améliorée durant la période avec une croissance par rapport au premier semestre 2017 bénéficiant notamment d'un environnement de marché positif. En outre, l'activité d'intermédiation professionnelle a bénéficiée des efforts de recrutement de courtiers spécialisés afin de renforcer la présence du Groupe dans certaines régions et classes d'actifs.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé ajusté du Groupe atteint CHF 502,7 millions au premier semestre 2018 contre CHF 445,7 millions au premier semestre 2017, soit une hausse de 12,8% à taux de change courants et 11,3% à cours de change constants. Le chiffre d'affaires ajusté de l'activité d'intermédiation professionnelle ressort en hausse de 11,0% à cours de change constants pour atteindre CHF 485,5 millions alors que l'activité dédiée à une clientèle de particuliers au Japon, Gaitame.com, présente une augmentation de 21,4% à CHF 17,2 millions.

La performance du Groupe au premier semestre 2018 a permis de générer une forte progression de la contribution directe, en hausse de près de CHF 23 millions, impactée toutefois par une hausse des charges exceptionnelles. Ainsi, le résultat d'exploitation ajusté hors éléments exceptionnels s'établit à CHF 57,0 millions contre CHF 43,4 millions au premier semestre 2017, soit une progression de 31,4% à taux de change courants et 28,3% à cours de change constants pour une marge d'exploitation de respectivement 11,3% et 9,7%. Les charges exceptionnelles

représentent CHF 7,3 millions contre CHF 1,8 millions lors de la période précédente.

Le Groupe est présent sur toutes les grandes places financières et effectue des opérations dans plusieurs devises ; de ce fait, ses résultats sont affectés par les fluctuations des cours de change utilisés pour convertir les chiffres locaux en francs suisses. Dans les tableaux ci-dessous, les variations de l'activité par rapport au premier semestre 2017 sont présentées à cours de change constants afin de permettre une analyse plus fine des performances sous-jacentes, mais aussi à cours de change courants retenus pour l'établissement du compte de résultat.

Le Groupe consolide les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres partenaires selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans ses rapports de gestion (« ajusté »), car elle permet une évaluation plus précise de ses performances économiques et de ses indicateurs clés. Cette méthode de présentation est utilisée dans la publication des informations par secteur figurant dans les notes aux comptes intermédiaires et annuels.

Le Groupe présente ci-après son chiffre d'affaires et son résultat d'exploitation sur une base ajustée, accompagnés d'un rapprochement avec les montants publiés.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

Analyse du chiffre d'affaires par activité et famille de produits :

en milliers de CHF	30 juin 2018	30 juin 2017	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Change et taux d'intérêt	222,3	200,5	+10,9 %	+9,3 %
Titres et dérivés sur titres	160,6	138,2	+16,2 %	+15,0 %
Matières premières et autres	102,6	92,9	+10,4 %	+8,5 %
<b>Intermédiation professionnelle</b>	<b>485,5</b>	<b>431,6</b>	<b>+12,5 %</b>	<b>+11,0 %</b>
Autres activités	17,2	14,1	+21,9 %	+21,4 %
<b>Total du chiffre d'affaires ajusté</b>	<b>502,7</b>	<b>445,7</b>	<b>+12,8 %</b>	<b>+11,3 %</b>
Mise en équivalence des coentreprises	-42,9	-34,3		
<b>Total du chiffre d'affaires publié</b>	<b>459,8</b>	<b>411,4</b>	<b>+11,8 %</b>	<b>+10,3 %</b>

Ventilation géographique du chiffre d'affaires consolidé :

en milliers de CHF	30 juin 2018	30 juin 2017	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Royaume-Uni	171,1	141,2	+21,2 %	+15,2 %
Europe continentale	53,7	44,1	+21,7 %	+14,4 %
<b>Europe, Moyen-Orient et Afrique</b>	<b>224,8</b>	<b>185,3</b>	<b>+21,3 %</b>	<b>+15,0 %</b>
Amériques	145,5	137,9	+5,6 %	+8,9 %
Asie-Pacifique	132,4	122,5	+8,1 %	+8,4 %
<b>Total du chiffre d'affaires ajusté</b>	<b>502,7</b>	<b>445,7</b>	<b>+12,8 %</b>	<b>+11,3 %</b>
Mise en équivalence des coentreprises	-42,9	-34,3		
<b>Total du chiffre d'affaires publié</b>	<b>459,8</b>	<b>411,4</b>	<b>+11,8 %</b>	<b>+10,3 %</b>

## EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

Nos activités dirigées depuis notre bureau de Londres, principal centre d'activité du Groupe, réalisent 34,0 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté au premier semestre 2018 contre 31,7 % en 2017. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires progresse de 15,2 % à cours de change constants par rapport au chiffre d'affaires de la période précédente. En Europe continentale, le chiffre d'affaires est en hausse de 14,4 % à cours de change constants. La région représente 10,7 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté, contre 9,9 % la période précédente.

Le chiffre d'affaires de cette région comprend celui des plateformes de courtage électronique du Groupe, Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en euros et en sterling, et ParFX pour le change au comptant.

## AMÉRIQUES

Le chiffre d'affaires ajusté s'inscrit en hausse de 8,9 % à taux de change constants par rapport à la période précédente. Dans l'ensemble, les activités conduites aux États-Unis génèrent 29,0 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 30,9 % en 2017. Le chiffre d'affaires de Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en dollars est inclus dans les chiffres de cette région.

## ASIE-PACIFIQUE

Le chiffre d'affaires ajusté augmente de 8,4 % à cours de change constants par rapport au premier semestre 2017. La région représente 26,3 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 27,5 % pour la période précédente.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent (qui exclut les charges exceptionnelles nettes) s'établit à CHF 57,0 millions contre CHF 43,4 millions au premier semestre 2017, soit une hausse de 28,3 % à cours de change constants. La marge d'exploitation ajustée sous-jacente atteint 11,3 % du chiffre d'affaires consolidé contre 9,7 % pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent de l'activité d'intermédiation professionnelle est en hausse de 23,6 % à cours de change constants à CHF 50,6 millions pour une marge de 10,4 % contre 9,2 % en 2017.

En outre, le résultat d'exploitation de Gaitame.com atteint CHF 6,4 millions contre CHF 3,5 millions au premier semestre 2017 pour une marge de 37,2 % contre 24,8 % en 2017.

Les charges exceptionnelles nettes représentent CHF 7,3 millions contre CHF 1,8 millions pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation publié s'établit à CHF 41,5 millions contre CHF 37,2 millions en 2017, soit une hausse de 9,1 % à cours de change constants pour une marge d'exploitation de 9,0 % contre 9,0 % pour l'exercice précédent.

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent et le résultat d'exploitation publié s'effectue comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2018	30 juin 2017	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
<b>Résultat d'exploitation ajusté sous-jacent</b>	<b>57,0</b>	<b>43,4</b>	<b>+31,4 %</b>	<b>+28,3 %</b>
Marge d'exploitation ajustée sous-jacente en %	11,3 %	9,7 %		
Charges exceptionnelles nettes	-7,3	-1,8		
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>	<b>49,7</b>	<b>41,6</b>	<b>+19,4 %</b>	<b>+17,0 %</b>
Marge d'exploitation ajustée en %	9,9 %	9,3 %		
Mise en équivalence des coentreprises	-8,2	-4,4		
<b>Résultat d'exploitation publié</b>	<b>41,5</b>	<b>37,2</b>	<b>+11,7 %</b>	<b>+9,1 %</b>
Marge d'exploitation publiée en %	9,0 %	9,0 %		

## RÉSULTAT NET

Au premier semestre 2018, le Groupe enregistre une charge financière nette de CHF 2,3 millions contre CHF 4,7 millions au premier semestre 2017. Les résultats de change nets dus aux fluctuations de cours des devises ont un impact positif sur le résultat financier du Groupe et représentent un gain de CHF 0,5 million pour la période contre une perte de CHF 2,5 millions en 2017. Les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et obligataires, nettes des produits d'intérêt liés aux placements de trésorerie, s'élèvent à CHF 2,6 millions contre CHF 2,3 millions pour la période précédente.

La quote-part dans le résultat des sociétés associées et des coentreprises s'élève à CHF 6,5 millions contre CHF 3,2 millions au premier semestre 2017, en hausse de 104,0% à cours de change courants et 102,7 % à cours de change constants, grâce notamment à la bonne performance de l'activité du Groupe en Chine Continentale ainsi que de Gaitame.com.

Le résultat avant impôt s'élève à CHF 45,7 millions contre CHF 35,7 millions au premier semestre 2017. La charge fiscale du Groupe atteint un montant CHF 11,8 millions contre CHF 7,0 millions au premier semestre 2017 pour un taux d'imposition effectif 30 % contre 22 % pour la période précédente.

Le résultat net consolidé ressort à CHF 33,9 millions contre CHF 28,6 millions au premier semestre 2017. Le résultat net part du Groupe s'établit à CHF 31,8 millions contre CHF 27,4 millions en 2017, en hausse de 13,1% à cours de change constants.

## BILAN

Le Groupe a maintenu son attention historique sur la solidité de son bilan axée sur des fonds propres importants tout en minimisant le

niveau d'actifs intangibles ainsi qu'une forte position de trésorerie nette. En effet, avant déduction des actions propres pour un montant de CHF 30,6 millions, les capitaux propres consolidés sont de CHF 425,9 millions pour une trésorerie ajustée incluant la quote-part du Groupe dans la trésorerie nette des coentreprises d'un montant de CHF 209,5 millions au 30 juin 2018.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent au 30 juin 2018 à CHF 395,2 millions (31 décembre 2017 : CHF 398,4 millions) dont CHF 378,7 millions sont attribuables aux actionnaires de la société mère (31 décembre 2017 : CHF 382,9 millions). Le montant total de la trésorerie ajustée, incluant les actifs financiers à la juste valeur, net de la dette financière, ressort à CHF 125,0 millions au 30 juin 2018 contre CHF 137,9 millions au 31 décembre 2017.

## ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

### ÉTATS-UNIS

La réforme des règles relatives aux swaps promise fin 2017 avec l'adoption par le Congrès du Financial Choice Act, la loi sur le choix financier, qui était considérée comme un instrument pour détricoter de nombreuses dispositions cruciales du Dodd-Frank Act de 2010 a avancé à petits pas. Les opinions restent très partagées entre les deux camps, ce qui laisse à penser que cette loi ne sera pas adoptée par le Sénat sans modification importante. L'absence d'avancées législatives sur la loi sur le choix financier n'a pas dissuadé le président Giancarlo de présenter les nombreuses réformes réglementaires qu'il envisage afin de réaligner les règles instaurées par la CFTC avec les exigences du Titre VII de la loi. L'avancement de la réforme réglementaire, particulièrement à la CFTC, a été quelque peu ralenti par le retard pris dans la nomination d'un commissaire aux deux sièges encore vacants. Beaucoup pensent que Dan Berkowitz (D), ancien avocat général

de la CFTC (2009-2013), et Dawn Stump (R) seront nommés et suivront la procédure d'audition vers la fin de l'été. L'équipe des commissaires serait ainsi au complet pour la première fois depuis l'entrée en fonctions du président Giancarlo.

Malgré l'échec relatif du projet KISS, lancé en mai 2017, le président Giancarlo a entrepris de réformer les règles applicables aux swaps et a chargé du personnel des divisions Surveillance des marchés (DMO), Surveillance des swap dealers et des intermédiaires (DSIO) et Compensation et risques (DCR) de la CFTC de travailler sur un ensemble de règles ; attendues avant juin, ces règles n'ont pas encore été rendues publiques. D'après nos informations, elles sont pratiquement achevées et seront soumises au bureau du président pour examen vers la fin août. Le livre blanc publié par le président Giancarlo avec le chef économiste de la CFTC, Bruce Tuckman, intitulé « Swaps regulation 2.0 : An Assessment of the current implementation of reform and proposals for next steps », donne des indications de l'objectif des nouvelles règles. Cinq domaines sont abordés : 1) compensation des swaps, 2) déclaration des swaps, 3) exécution des swaps, 4) fonds propres des swap dealers et 5) dérogation à l'obligation de compensation pour les utilisateurs finaux commerciaux.

Concernant l'exécution des swaps, le domaine qui intéresse principalement Tradition et son activité mondiale d'intermédiation, il semble que l'intention soit d'encourager les négociations sur les SEF tout en rendant aussi simples et efficaces que possible l'accès à la liquidité, la gestion et l'exécution à l'intérieur d'un SEF pour toutes les catégories de contreparties (« tout moyen de commerce interétatique » remplaçant l'obligation de négociation CLOB/RFQ). Outre ces objectifs internes, la CFTC étudie les pistes pour faciliter la négociation de dérivés sur des plateformes étrangères sans obligation de négociation sur un SEF. Lorsque c'est possible, l'idée est une soumission aux régulateurs étrangers (comme en témoigne le régime d'équivalence avec l'Europe instauré avant l'entrée en vigueur de la directive MIF II en janvier), mais comme on pouvait s'y attendre, elle s'avère difficile au niveau mondial. À un niveau plus granulaire, les domaines couverts sont notamment : i) les produits soumis à l'obligation de négociation, ii) la structure des SEF (notamment concernant l'intermédiation voix et la restructuration du modèle IDB « arranger et exécuter »), iii) les ressources financières, iv) la règle d'embargo et v) la séquence des opérations pré- et post-négociation. Compte tenu de nos échanges des 6-12 derniers mois avec la CFTC, nous sommes aussi confiants que possible à ce stade qu'hormis les complications liées aux règles transfrontières, les règles proposées ne créeront pas de « surprises », et nous sommes bien positionnés pour accueillir les modifications à venir et en tirer parti. Globalement, les règles proposées devraient permettre à Tradition d'exploiter ses atouts dans l'intermédiation. En supposant qu'elles seront adressées au président de la CFTC en août 2018, qu'une consultation sera organisée vers le mois de septembre (75 jours) et compte tenu du délai de dépouillement des commentaires, il n'y aura pas de modification des règles de négociation de swaps en 2018.

La CFTC a engagé quelques actions importantes ces derniers mois :

- 1) Une proposition de maintien du seuil d'agrément des swap-dealers à 8 MdUSD.
- 2) Une règle finale modifiant la règle d'indemnisation.
- 3) Une proposition de modification de la règle Volcker, identique à celle qui a été étudiée par la Réserve fédérale en mai 2018.

## EUROPE

### Directive MIF II/Règlement MIF (directive/règlement concernant les marchés d'instruments financiers)

La directive MIF II est entrée en vigueur le 3 janvier 2018 sans les fortes perturbations de marché que certains avaient craintes. Le marché est encore en phase d'ajustement au nouveau régime et de nouvelles meilleures pratiques apparaissent. Cependant, d'importants points d'incertitude persistent et les entreprises demandent des précisions aux autorités, portant notamment sur les questions suivantes :

- **Qualité des données** : la qualité des données est au cœur de la directive MIF II et elle est indispensable pour déterminer le champ d'application des exigences concernant la transparence et la déclaration des transactions, la déclaration des données de référence et l'obligation de négociation pour les dérivés. L'hétérogénéité des interprétations et des normes de données dans les entreprises de l'UE empêchent les régulateurs d'exploiter leurs systèmes et de contrôler les procédures avec le niveau d'efficacité initialement prévu.
- **Transparence des coûts et des frais** : le secteur européen des fonds, en particulier, estime que les exigences de la directive MIF II et les exigences connexes du règlement PRIIP concernant la présentation des coûts produisent des résultats trompeurs pour les investisseurs et il dialogue avec les régulateurs pour revoir les méthodologies de calcul.
- **Séparation de la recherche** : les exigences ont déjà profondément remodelé le marché européen de la recherche en investissement. Cependant, de fortes incertitudes demeurent quant à la conformité des nouveaux modèles de tarification et d'accès aux différents types de recherche. La FCA a déjà annoncé qu'elle prévoit d'examiner plus attentivement les comportements des entreprises buy-side concernant leur consommation de services de recherche externes en vertu de la directive MIF II.
- **Impacts extraterritoriaux** : dans la phase de mise en œuvre de la directive MIF II, ce sont surtout les conflits entre les régimes de l'Europe et des États-Unis concernant la recherche en investissement et la nécessité d'obtenir un LEI qui ont occupé les entreprises non européennes. Alors que le marché

prend toute la mesure des impacts extraterritoriaux de la directive, l'attention se porte sur de nouveaux aspects de la directive MIF II impactant les modèles de négociation mondiaux des entreprises, comme la transparence des transactions, l'obligation de négociation pour les actions et dérivés et l'exécution au mieux.

Une évolution significative des comportements en matière de négociation a été observée lorsque l'AEMF a publié son registre d'actions soumises au double plafond des volumes, le 12 mars 2018. Ce plafond, qui s'applique aux actions dont les volumes de dark trading sont supérieurs à certains seuils, entraîne la suspension des dérogations à la transparence. Jusqu'ici la majeure partie des volumes de dark trading s'est reportée – c'était l'objectif – sur des plateformes transparentes, mais une part considérable demeure négociée sur des plateformes opaques alternatives, y compris les transactions de blocs, les internalisateurs systématiques des banques et un nouveau système de négociation en vertu de la directive MIF II dit « par enchères périodiques ». Le développement de ce paysage parallèle de la liquidité pour les titres soumis au double plafond et les autres, et la montée en puissance de nouvelles plateformes opaques sont critiqués par les régulateurs comme par les acteurs du marché et devraient faire l'objet des réformes de la réglementation post-MIF II.

## Brexit

Les négociations du Brexit entre le Royaume-Uni et l'UE, dont le coup d'envoi avait été donné en juin 2017, sont passées à la vitesse supérieure en mars 2018 lors d'une réunion avec le Conseil européen. De nouvelles avancées pourraient être obtenues sur les droits des citoyens britanniques et de l'UE installés à l'étranger et sur la « facture du divorce ». Cependant, le statut de la frontière avec l'Irlande du Nord n'est pas réglé. Les Britanniques ont renforcé leur engagement d'éviter une frontière « dure » entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, acceptant, si aucune autre solution n'est trouvée, une solution « de dernier recours » (backstop), qui consisterait à maintenir l'Irlande du Nord dans l'union douanière de l'UE en maintenant un « alignement réglementaire ». La frontière britannique serait ainsi située en mer d'Irlande et séparerait l'Irlande du Nord du reste du Royaume-Uni pour les besoins douaniers. Bien que l'UE ait salué les progrès accomplis, elle a précisé que les négociations sur un futur accord commercial ne commenceront pas tant que la question de la frontière irlandaise n'est pas résolue (« rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé »). D'autre part, une période transitoire pour le retrait du Royaume-Uni jusqu'en décembre 2020 dépendrait de la résolution de toutes les questions en suspens.

Dans les mois qui ont suivi le conseil de mars, le parlement britannique a été rongé par un vif débat entre les « Breainers » favorables au maintien dans l'UE et les « Brexiteers » eurosceptiques autour de la meilleure solution pour éviter une « frontière dure » entre l'Irlande

du Nord et la République d'Irlande. Cela dit, le débat sous-jacent portait sur la question de savoir si (et si oui pour combien de temps) le Royaume-Uni doit rester dans une union douanière avec l'UE (et potentiellement le marché unique des biens et la zone TVA). Ces querelles internes ont empêché d'obtenir une réelle avancée sur cette question cruciale. D'autre part, un très attendu livre blanc exposant la vision du gouvernement pour ses futures relations commerciales avec l'UE a finalement été publié le 12 juillet. Présentant les positions et les défis principaux du Royaume-Uni dans les négociations, il montre que le gouvernement a écouté les entreprises et cherche des solutions pour des frontières commerciales sans friction. Il propose des règles unifiées pour les biens et les produits agroalimentaires selon une approche de convergence pour réaliser la libre circulation des marchandises avec un accord douanier extérieur à l'Union douanière. Concernant les services financiers en revanche, la « reconnaissance mutuelle » n'est plus d'actualité et il est confirmé que les dispositifs de passeport cesseraient et seraient remplacés par une structure d'équivalence renforcée. Le livre blanc admet que le régime d'équivalence pour les pays tiers n'est pas suffisant pour préserver la stabilité financière et que des améliorations significatives seront nécessaires pour que le régime existant réponde aux besoins.

La FCA a annoncé qu'elle va instaurer un régime temporaire d'autorisations assurant la continuité d'accès des entreprises de l'UE au Royaume-Uni pour une durée indéterminée. Elle a également annoncé que la transmission des données relatives à la transparence et des rapports de transactions à l'AEMF sera maintenue tout au long de la période transitoire.

Côté UE, une réunion s'est tenue le 29 juin 2018. Le Conseil européen s'est félicité des nouveaux progrès accomplis en ce qui concerne des parties du texte juridique de l'accord tout en relevant que d'autres aspects importants doivent encore faire l'objet d'un accord, dont l'application territoriale de l'accord de retrait. Le Conseil a réitéré son appel aux États membres, aux institutions de l'Union et à toutes les parties prenantes à intensifier leurs travaux pour se préparer à tous les niveaux, à tout ce qui adviendra.

Entre-temps, l'ambiguïté persistante sur l'issue des négociations et la forme possible d'un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE 27 pousse les prestataires de services financiers britanniques à évaluer leur modèle économique et à établir des plans d'urgence pour minimiser les perturbations du service client en cas de « Brexit dur ». Les régulateurs européens ont très tôt fait savoir aux entreprises qu'elles doivent « espérer que tout se passe au mieux et se préparer au pire » et ont souligné que leurs plans d'urgence devraient laisser assez de temps pour l'agrément de nouvelles filiales, même dans le cas où l'hypothèse d'une période transitoire courant jusqu'en décembre 2020 ne se matérialiserait pas. Résultat, les activités d'agrément des autorités nationales compétentes se sont intensifiées au deuxième trimestre 2018, surtout en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Irlande et au Luxembourg.



Début juillet 2018, le Cabinet britannique a trouvé un accord sur les contours de ses futures relations commerciales avec l'UE à la suite de discussions à Chequers, la résidence de Theresa May. Cet accord prévoit un Brexit plus « doux » et une zone de libre-échange, qui établirait des règles communes pour les biens industriels et les produits agricoles en laissant le RU à part pour les services. Reste à savoir comment l'UE va répondre aux propositions, mais l'intégrité du marché unique (non traitée dans la proposition actuelle du gouvernement) sera sans doute un important point d'achoppement. Un autre jalon dans le processus du Brexit du point de vue du Royaume-Uni sera la soumission de l'accord sur le Brexit à la chambre des Communes cette année en automne.

### RGPD (règlement général sur la protection des données)

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018, remplaçant le cadre de protection des données instauré par la Directive de 1994 sur la protection des données et le Data Protection Act britannique de 1998.

Le non-respect du RGPD peut entraîner des amendes allant jusqu'à 20 000 000 EUR, ou 4 % du chiffre d'affaires mondial (si celui-ci est supérieur), des risques pour la réputation et des poursuites de personnes physiques pour violation de leur droit au respect de la vie privée.

Le RGPD impose de nouvelles obligations et des exigences plus strictes à toutes les organisations visées qui interviennent dans le traitement des données personnelles, insistant sur la transparence, la sécurité et la responsabilité.

Les autorités de surveillance européennes ont reconnu que de nombreuses entreprises ne respectaient pas pleinement leurs obligations au 25 mai 2018. Le bureau du Commissaire à l'information a indiqué que les entreprises doivent maintenant connaître leurs carences et avoir un plan d'action pour y remédier. Il a également indiqué qu'en application de l'article 30 du RGPD, toutes les entreprises doivent avoir un registre décrivant toutes les activités de traitement des données en cours. Le principe de responsabilité met maintenant la preuve du respect du RGPD à la charge des entreprises.

Une forte hausse du nombre de plaintes soumises aux autorités de surveillance en Europe a été observée dans les semaines qui ont suivi l'entrée en vigueur du RGPD. Cela montre que le sujet intéresse beaucoup le public et qu'il est informé des nouvelles règles.

### Règlement Benchmarks (règlement sur les indices de référence)

Réponse de l'UE aux scandales du Libor et de l'Euribor, le règlement Benchmarks entré en vigueur le 1er janvier 2018 introduit un régime pour les administrateurs d'indices de référence qui contribuera à la précision et à l'intégrité de ces indices. Outre les administrateurs,

il régle aussi les contributeurs et les utilisateurs d'indices et d'indices de référence.

## ASIE-PACIFIQUE

### Japon

Peu de changements sont à noter au premier semestre 2018 sur les marchés OTC. Après l'élargissement du champ d'application pour les entités négociant des produits dérivés, l'expiration de l'agrément temporaire des CCP et l'application de l'exigence de marge de variation pour les dérivés non compensés par une CCP, la marge sur les dérivés non compensés a été appliquée à tous les établissements financiers au Japon en mars 2017. L'obligation de compensation s'appliquait déjà à la majorité des dérivés japonais comme les CDS et les IRS.

Concernant les valeurs mobilières en particulier, la SESC, l'organe d'inspection des valeurs mobilières de la JFSA, a publié sa politique d'inspection en janvier 2017. Celle-ci prévoyait une modification de la procédure afin de se rapprocher des normes mondiales, l'adoption d'une analyse fondée sur les risques basée sur des inspections hors site et la collecte de renseignements de marché, une collaboration renforcée avec les régulateurs étrangers et l'examen des entreprises étrangères actives au Japon du point de vue des technologies, du modèle économique et du contrôle des risques. L'examen et la modification de la structure organisationnelle de la JFSA conformément à ces plans sont en cours.

### Hong Kong

La Securities & Futures Commission (SFC) et la Hong Kong Money Authority (HKMA) ont publié de nouvelles directives en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMLO), à effet du 1<sup>er</sup> mars 2018. Les entités agréées peuvent désormais revoir et simplifier leurs politiques et procédures de vigilance à l'égard de la clientèle, ainsi que les check-lists et documents similaires compte tenu des modifications suivantes :

1. Le seuil relatif au bénéficiaire économique est « supérieur à 25 % » au lieu de « pas moins de 10 % ».
2. Les entreprises agréées peuvent faire appel à un établissement financier étranger du même groupe financier en tant qu'« intermédiaire désigné » pour exécuter, pour leur compte, les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle. Il n'est pas nécessaire que cet établissement soit régulé, pour autant qu'il remplisse toutes les conditions prescrites dans l'AMLO.
3. Les documents doivent être conservés cinq ans au lieu de six.

La SFC a également modifié les règles applicables aux investisseurs professionnels : 1) les portefeuilles détenus sur des comptes joints avec des sociétés non liées et des entreprises d'investissement entièrement détenues par une personne physique sont pris

en compte dans le seuil permettant d'être reconnu comme un investisseur professionnel individuel. 2) Les catégories d'investisseurs professionnels sont élargies aux entreprises dont l'activité principale est la détention de participations et qui sont entièrement détenues par un ou plusieurs investisseurs professionnels, ainsi qu'aux entreprises détenant entièrement une autre société qui est un investisseur professionnel qualifié. 3) D'autres formes de justificatifs sont autorisées, permettant aux investisseurs de s'appuyer sur les documents déposés conformément aux exigences légales et réglementaires à Hong Kong ou ailleurs et les certificats émis par dépositaires, des auditeurs et des comptables.

Au vu des nouvelles améliorations apportées au régime réglementaire des dérivés OTC pour Hong Kong, la SFC et la HKMA ont conclu leurs consultations sur l'obligation d'utilisation du LEI, qui ne s'appliquera qu'à l'identification des entités qui sont « du côté de l'entité déclarant une transaction ». Cette obligation s'appliquera à la déclaration des nouvelles transactions et aux informations quotidiennes de valorisation à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019. Les entités déclarantes doivent continuer à identifier leurs contreparties dans des déclarations de transaction conformément à une cascade d'identifiants précisés dans des instructions complémentaires pour les transactions sur dérivés OTC. Entre-temps, les entités déclarantes sont censées établir une procédure pour demander le LEI à leurs clients.

### Singapour

Le Securities and Futures (Amendment) Act 2017 a concrétisé les propositions politiques visant à compléter les réformes législatives pour la régulation des dérivés OTC. Ces propositions comprenaient : l'extension du régime des marchés aux opérateurs du marché des dérivés OTC, l'introduction de pouvoirs d'imposer la négociation des dérivés OTC sur des marchés organisés et l'extension du régime d'agrément des services de marchés de capitaux aux intermédiaires à mettre en œuvre par la Monetary Authority of Singapore (MAS).

Un document de consultation sur la refonte du régime des opérateurs de marché reconnus a été publié en mai 2018 ; la MAS a constaté l'apparition de nouveaux modèles économiques en matière de plateformes de négociation, notamment des plateformes utilisant la technologie du blockchain ou autorisant les transactions sans intermédiaire. Elle propose d'étendre le régime des opérateurs de marché reconnus (RMO), qui comprenait un niveau, à trois niveaux qui permettraient une meilleure adéquation entre les exigences réglementaires et les risques posés par les différents types d'opérateurs de marché.

En mai 2018, un nouveau document de consultation sur un projet d'avis sur le régime de notification des produits a été publié. Actuellement, les marchés réglementés et les opérateurs de marché locaux reconnus qui souhaitent coter ou sortir de la cote des produits dérivés (dont les futures et les options) doivent obtenir l'autorisation de la MAS pour chaque produit. La MAS approuve la cotation et la sortie de cotation de ces produits sur la base d'un ensemble de critères. L'objectif est que ces opérations ne posent pas de risques systémiques ni de risque pour le fonctionnement ordonné et transparent des marchés des entités concernées.

Les entités de Tradition en Asie ont pris les mesures appropriées à la taille et à la complexité de nos activités ainsi qu'à la nature de notre engagement sur le marché des changes pour aligner nos activités sur les principes du code mondial pour les opérations de change (Global FX Code). À Singapour, les entités de Tradition se sont engagées à respecter ce code à la demande de la MAS.

### Autres évolutions en Asie

La SEC a diffusé la résolution de l'AMLC (Anti-Money Laundering Council) approuvant les directives d'enregistrement et de déclaration de l'AMLC aux Philippines. La Bank of Indonesia a publié un nouveau règlement imposant à tous les établissements bancaires et autres acteurs de marché d'obtenir un agrément pour participer au marché. Ce règlement est la première étape d'un effort de renforcement de la gouvernance, de normalisation et de conformité des opérations monétaires qui comprendra des objectifs de conformité plus stricts.

## PERSPECTIVES

Au cours du second semestre, le Groupe demeurera attentif aux opportunités de croissances organique et externe afin de compléter encore davantage son portefeuille de produits dans une industrie en phase avancée de consolidation autour des trois acteurs globaux dont Compagnie Financière Tradition.

# OPERATING REVIEW

The Group's activity generally improved during the period with business growing compared with the first half of 2017, benefiting particularly from a positive market environment. Moreover, the interdealer broking business (IDB) benefited from efforts to recruit specialised traders to reinforce the Group's presence in a number of regions and asset classes.

Against this backdrop, the Group's adjusted consolidated revenue for the first six months reached CHF 502.7m compared with CHF 445.7m in the first half of 2017, a rise of 12.8% at current exchange rates, or 11.3% in constant currencies. Adjusted revenue from IDB business rose 11.0% in constant currencies to CHF 485.5m while the forex trading business for retail investors in Japan, Gaitame.com, was up 21.4% to CHF 17.2m.

The Group's performance in the first half of 2018 helped generate a substantial increase in the direct contribution, up by nearly CHF 23.0m, despite a rise in net exceptional costs. Thus adjusted operating profit before exceptional items was CHF 57.0m against CHF 43.4m in the first half of 2017, a rise of 31.4% at current exchange rates and 28.3% in constant currencies, for an operating margin of 11.3% and 9.7% respectively.

Net exceptional costs, represented CHF 7.3m against CHF 1.8m during the previous period.

The group is active in all the major financial markets and operates in a number of currencies. Its results are therefore affected by movements in the exchange rates used to translate local figures into Swiss francs.

In the tables below, changes in activities compared with the same period in 2017 are presented at constant exchange rates in order to provide a clearer analysis of underlying performance, as well as at current exchange rates used to prepare the income statement.

Companies jointly controlled with other partners are proportionally consolidated in the Group's ("adjusted") management reports since this allows a more accurate evaluation of its economic performance and key indicators. This presentation method is used in reporting segment information in the notes to the interim and annual financial statements. The Group's revenue and operating profit are presented below on an adjusted basis, with a reconciliation to reported figures.

## REVENUE

Analysis of revenue by business and product group:

CHF 000	30 June 2018	30 June 2017	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
Foreign exchange and interest rates	222.3	200.5	+10.9%	+9.3%
Securities and security derivatives	160.6	138.2	+16.2%	+15.0%
Commodities and other	102.6	92.9	+10.4%	+8.5%
<b>IDB business</b>	<b>485.5</b>	<b>431.6</b>	<b>+12.5%</b>	<b>+11.0%</b>
Non-IDB business	17.2	14.1	+21.9%	+21.4%
<b>Total adjusted revenue</b>	<b>502.7</b>	<b>445.7</b>	<b>+12.8%</b>	<b>+11.3%</b>
Equity accounted joint ventures	-42.9	-34.3		
<b>Total reported revenue</b>	<b>459.8</b>	<b>411.4</b>	<b>+11.8%</b>	<b>+10.3%</b>

Analysis of consolidated revenue by region:

CHF 000	30 June 2018	30 June 2017	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
United Kingdom	171.1	141.2	+21.2%	+15.2%
Continental Europe	53.7	44.1	+21.7%	+14.4%
<b>Europe, Middle East and Africa</b>	<b>224.8</b>	<b>185.3</b>	<b>+21.3%</b>	<b>+15.0%</b>
Americas	145.5	137.9	+5.6%	+8.9%
Asia-Pacific	132.4	122.5	+8.1%	+8.4%
<b>Total adjusted revenue</b>	<b>502.7</b>	<b>445.7</b>	<b>+12.8%</b>	<b>+11.3%</b>
Equity accounted joint ventures	-42.9	-34.3		
<b>Total reported revenue</b>	<b>459.8</b>	<b>411.4</b>	<b>+11.8%</b>	<b>+10.3%</b>

## EUROPE, MIDDLE EAST AND AFRICA

Our activities managed from our London office, the Group's largest operation, accounted for 34.0% of adjusted consolidated revenue in the first half of 2018, against 31.7% reported in 2017. Overall, revenue booked was 15.2% up on the figure for 2017 in constant currencies. In Continental Europe, revenue was up 14.4% in constant currencies. The region represented 10.7% of adjusted consolidated revenue, against 9.9% in the previous period.

Revenue generated in this region includes that of the Group's electronic trading platforms, Trad-X for interest rate swaps in euros and sterling, and ParFX for spot forex.

### AMERICAS

Adjusted revenue was up 8.9% at constant exchange rates compared with the previous period. Overall, activities in the U.S. generated 29.0% of adjusted consolidated revenue, against 30.9% in 2017. The figures for this region include revenue from Trad-X for interest rate swaps in dollars.

### ASIA-PACIFIC

Adjusted revenue in this region rose 8.4% in constant currencies compared with the first half of 2017. The region accounted for 26.3% of adjusted consolidated revenue against 27.5% in the previous period.

## OPERATING PROFIT

The adjusted underlying operating profit (excluding net exceptional costs) was CHF 57.0m compared with CHF 43.4m in the first half of 2017, up 28.3% in constant currencies. The adjusted underlying operating margin was 11.3% of consolidated revenue against 9.7% in the previous period.

The IDB adjusted underlying operating profit was up 23.6% in constant currencies to CHF 50.6m for a margin of 10.4% compared with 9.2% in the first half of 2017.

At Gaitame.com, in Japan, operating profit rose to CHF 6.4m compared with CHF 3.5m in the first half of 2017, for a margin of 37.2% against 24.8% in 2017.

Net exceptional costs represented CHF 7.3m against CHF 1.8m for the previous period.

Reported operating profit was up 9.1% in constant currencies to CHF 41.5m compared with CHF 37.2m in 2017, for an operating margin of 9.0%, unchanged from the previous period.

The reconciliation of adjusted underlying operating profit to reported operating profit is as follows:

CHF 000	30 June 2018	30 June 2017	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
<b>Adjusted underlying operating profit</b>	<b>57.0</b>	<b>43.4</b>	<b>+31.4%</b>	<b>+28.3%</b>
Adjusted underlying operating margin in %	11.3%	9.7%		
Net exceptional costs	-7.3	-1.8		
<b>Adjusted operating profit</b>	<b>49.7</b>	<b>41.6</b>	<b>+19.4%</b>	<b>+17.0%</b>
Adjusted operating margin in %	9.9%	9.3%		
Equity accounted joint ventures	-8.2	-4.4		
<b>Reported operating profit</b>	<b>41.5</b>	<b>37.2</b>	<b>+11.7%</b>	<b>+9.1%</b>
Reported operating margin in %	9.0%	9.0%		

## NET PROFIT

The Group reported a net financial expense of CHF 2.3m against CHF 4.7m in the first half of 2017. Net foreign exchange results due to exchange rate fluctuations positively impacted the Group's financial income and represented a gain of CHF 0.5m for the period against a loss of CHF 2.5m in 2017. Interest expense on bank borrowings and bonds, net of interest income from short-term cash investments, totalled CHF 2.6m against CHF 2.3m in the previous period.

The share in the results of associates and joint ventures was CHF 6.5m against CHF 3.2m in the first half of 2017, a rise of 104.0% at current exchange rates and 102.7% in constant currencies, thanks to the Group's strong performance in Continental China and that of Gaitame.com in Japan.

Profit before tax was CHF 45.7m against CHF 35.7m in the first half of 2017. The Group's tax expense amounted to CHF 11.8m against CHF 7.0m in first-half 2017 for an effective tax rate of 30% against 22% in the previous period.

Consolidated net profit was CHF 33.9m compared with CHF 28.6m in the first half of 2017. Group share of net profit grew 13.1% at constant exchange rates to CHF 31.8m from CHF 27.4m in 2017.

## BALANCE SHEET

The Group maintained its focus on a sound balance sheet with a strong capital position while keeping a low level of intangible assets and a strong net cash position. Before deduction of treasury shares of CHF 30.6m, consolidated equity amounted to CHF 425.9m at 30 June 2018 with adjusted cash of CHF 209.5m, including Group share of net cash held by joint ventures.

At 31 June 2018, consolidated equity stood at CHF 395.2m (31 December 2017: CHF 398.4m) of which CHF 378.7m was attributable to shareholders of the parent (31 December 2017: CHF 382.9m). Total adjusted cash, including financial assets at fair value, net of financial debt, was CHF 125.0m at 30 June 2018 against CHF 137.9m at 31 December 2017.

## REGULATORY DEVELOPMENTS

### USA

Progress has been slow so far this year in terms of the swaps rules reform that was promised toward the end of last year with the passing by Congress of the Financial Choice Act, which was seen as the vehicle to undo many key provisions of the 2010 Dodd-Frank Act. Opinion is still split in a partisan fashion and as a result this Act is still not expected to pass through Senate without significant modification. The lack of progress on the Financial Choice Act at a legislative level, has not deterred Chairman Giancarlo of the CFTC from presenting reforms he plans to undertake at the regulatory level. His objective is to realign the Rules promulgated by the CFTC as part of the implementation process with the requirements under Title VII of the Act. Progress on regulatory reform, particularly at the CFTC, has been somewhat slowed by continued delays in the appointment of a Commissioner to the two remaining unfilled seats. It is widely expected that Dan Berkowitz (D), the former CFTC General Counsel (2009-2013), and Dawn Stump (R) will be nominated and go through the hearing process toward the end of the summer. This will see the CFTC with a full complement of Commissioners for the first time since Chairman Giancarlo took over.

Despite the lack of success associated with Project KISS which was launched in May of 2017, Chairman Giancarlo has launched a Swaps Rules Reform and has staff of the CFTC's Divisions (DMO, DSIO and DCR) working on a set of proposed rules which were expected before June, but as yet have not been issued publicly. It is our understanding that the proposed rules are in their final stages of preparation and will be submitted to the Chairman's office for review sometime around the end of August. As an indication of what is intended as part of the new rule proposal, Chairman Giancarlo issued a white paper co-authored with the CFTC Chief Economist Bruce Tuckerman, entitled "Swaps Regulation 2.0: An Assessment of the Current Implementation of Reform and Proposals for Next Steps". The white paper addressed 5 key areas: (1) swaps clearing (2) swaps reporting (3) swaps execution (4) swap sealer capital and (5) commercial end user clearing exceptions.

Focusing on swaps execution, the primary area of concern for Tradition and our global intermediation business, the intention domestically appears to be to drive more trading on-SEF while making access to, management of and execution of liquidity within SEFs as simple and efficient as possible for all types of counterparties ("any means of interstate commerce" as a replacement for the current trading mandate of CLOB/RFQ). In addition to these domestic objectives, the CFTC are looking at ways to facilitate trading of derivatives via venues overseas without having to have them trade on-SEF. Where possible, their plan is a deferral to home regulators (as witnessed by the implementation of the equivalence regime with Europe prior to the January implementation of MiFID II), but as expected, at a global level, this is proving challenging. At a more granular level, areas being covered include, but are not limited to: (i) products subject to a trading mandate (ii) structure of SEFs (particularly as it relates to voice intermediation and the re-structuring of the IB "arrange and execute" model) (iii) financial resources (iv) embargo rule and (v) pre- and post-trade workflow. In our discussions with the CFTC over the last 6 to 12 months, outside of complexities associated with cross-border rules, we are as comfortable as we can be at this stage that there will be no "surprises" in the proposed rules and we are well positioned to deal with and capitalise on any changes that may come. On the whole, the proposed rules play to Tradition's strengths in intermediation. Assuming that the proposed rules will be sent to the Chairman of the CFTC in August 2018 and issued for public comment (75 days) around September, followed by a subsequent review of the comments, it is not expected that there will be any rule changes associated with swaps trading during 2018.

Some key actions taken by the CFTC in recent months:

- 1) A proposal to keep the swap dealer "de minimis" registration threshold at \$8 billion.
- 2) A final rule to amend the indemnification rule.
- 3) A proposal to change the Volcker Rule.

## EUROPE

### MiFID/MiFIR (Markets in Financial Instruments Directive/Regulation)

MiFID II entered into force on 3 January 2018 without the major market disruptions some had feared. The market is still adjusting to the new regime and new best practices are continuing to emerge. However, significant areas of uncertainty persist with firms seeking further clarification from authorities. Some important areas of focus for firms and regulators are:

- **Data quality:** High quality data lies at the heart of MiFID II and is essential for determining the scope of the application of requirements concerning trade transparency, transaction reporting, reference data reporting and the trading obligation for derivatives. Due to a lack of consistent interpretations and data standards across EU firms, regulators are not yet able to operate their systems and control processes at the level of efficiency that was originally planned.
- **Transparency of costs & charges:** Especially the European funds industry feels that the requirements of MiFID II, as well as the related requirements of PRIIPs regarding cost disclosures, are producing misleading results for investors and they are engaging with regulators to review the underlying calculation methodologies.
- **Research unbundling:** The requirements have already fundamentally reshaped the European market for external investment research. However, considerable uncertainty remains regarding MiFID compliance of new pricing and access models to various types of research. The FCA have already announced their plans to look more closely into the behaviours of buy-side firms regarding their consumption of external investment research under MiFID II.
- **Extraterritorial impacts:** During the implementation phase of MiFID II, the conflicting regimes of Europe and the US with regard to investment research and the need to obtain an LEI were top of the agenda for non-EU firms. As the full extent of the extraterritorial impacts of MiFID II are unfolding and are better understood by the market, new aspects of MiFID II that impact the global trading models

of firms are coming into focus, such as trade transparency, the trading obligation for shares and derivatives as well as best execution.

A significant shift in trading behaviour was observed when ESMA published its register of shares subject to the “Double Volume Cap” (DVC) on 12 March 2018. The cap applies to shares with dark trading volumes above certain thresholds and leads to a suspension of the respective transparency waivers. So far, most of the volumes previously traded in the dark have moved – as intended – onto lit venues but a considerable amount of the volumes remains on alternative dark venues, including block trading, bank Systematic Internalisers and a new type of trading system under MiFID II called “periodic auctions”. The development of this parallel liquidity landscape for DVC and non-DVC stocks, as well as the rise of new types of dark venues, has already attracted criticism from regulators and market participants alike and is likely to drive the post-MiFID II regulatory agenda.

### Brexit

Brexit negotiations between the UK and the EU, which began in June 2017, made a breakthrough during a meeting with the European Council in March 2018. Further progress could be achieved on the rights of UK and EU citizens living abroad and the “divorce bill”. However, an open issue remains the status of the Northern Ireland border. The UK side reinforced its commitment to avoid a “hard border” between Northern Ireland and the Republic of Ireland agreeing to a “backstop” solution in case no alternative solution would be found in the course of the negotiations. The “backstop” would see Northern Ireland remaining in the EU customs union by maintaining “regulatory alignment”. As a result, the UK customs border would run through the Irish Sea and separate Northern Ireland for customs purposes from the rest of the UK. While the EU side welcomed the progress made, it made it clear that the negotiations on a future trade agreement would not commence until the Irish border question was resolved (“nothing is agreed until everything is agreed”). Also, a transition period for the withdrawal of the UK until December 2020 that was agreed would be contingent on the resolution of all the open issues.

In the months following the March council the UK parliament was consumed by a heated debate between pro European “Breiners” and Eurosceptic “Brexiters” over the best way to avoid a “hard border” between Northern Ireland and the Republic of Ireland. However, the underlying debate gravitated around if (and if so, how long) the UK should remain in a customs union with the EU (and potentially the single market for goods and the VAT area). Due to these internal battles, no significant progress was achieved on this central issue leading up to the meeting with the European Council in June. Also, a much-anticipated white

paper setting out the vision of the government for its future trade relationship with the EU was delayed and finally released on 12 July. The white paper sets out the UK’s key negotiating positions and challenges. It shows that government has been listening to business and it addresses solutions to provide for frictionless trade borders. It proposes a common rulebook approach for goods and agricultural food products with a convergence approach to achieving free movement of goods, with a customs arrangement that is outside of the customs union. However, with regard to financial services, there is a shift away from the established approach of “mutual recognition” and the white paper confirms that passporting arrangements will cease to apply in the UK and will be replaced by an enhanced equivalence structure. The white paper recognises that a backstop of the existing third country equivalence regime is not sufficient to preserve financial stability and significant enhancements will be required for the existing regime to be fit for the purpose.

The FCA has announced that they will be introducing a temporary permissions regime which is a one-way temporary permission regime that allows for uninterrupted access for EU firms into the UK for an undefined period. The FCA has also announced that the practice of forwarding transparency data and transaction reports to ESMA will continue throughout the transition period.

On the EU side, a meeting was held on 29 June 2018. The European Council welcomed the further progress made on parts of the legal text of the Withdrawal Agreement, however, it noted that other important aspects still needed to be agreed, including the territorial application of the Withdrawal Agreement. The Council renewed its call to Member States, Union institutions and all stakeholders to step up their work on preparedness at all levels and for all outcomes.

Meanwhile, the ongoing ambiguity about the outcome of the negotiations and the possible shape of a future trade agreement between the UK and the EU27 is increasingly prompting UK financial service firms to assess their business models and to set up contingency plans in order to minimise disruptions to client services in the case of a “hard Brexit”. European regulators have stated from an early stage that they would expect firms to “hope for the best and prepare for the worst”, and have indicated that firms’ contingency plans should provide sufficient time for the authorisation of new subsidiaries, also allowing for the assumption that the transition period until December 2020 would not materialise. As a result, we observed an acceleration of the authorisation activities by National Competent Authorities in the second quarter of 2018, especially in Germany, France, the Netherlands, Ireland and Luxembourg.

At the beginning of July 2018, the British Cabinet reached an agreement on the outline of its future trade relationship with the EU following talks at Chequers. The proposed deal foresees

a softer Brexit and a so-called UK-EU free trade area, which would establish a common rulebook for industrial goods and agriculture, but keep Britain separate for services. How the EU will respond to the proposals remains to be seen but the integrity of the single market (which is not addressed in the current proposal by the government) is likely to be a major sticking point. Another milestone in the Brexit process from the UK perspective will come in autumn this year when the Brexit deal will have to be passed by the House of Commons.

### GDPR (General Data Protection Regulation)

The General Data Protection Regulation (GDPR) came into force on 25 May 2018, replacing the existing data protection framework under the 1995 EU Data Protection Directive and the UK Data Protection Act 1998.

Failure to comply with the GDPR may result in fines of up to €20,000,000 or 4% of total annual global turnover (whichever is greater), reputational risks and private claims from individuals against organisations for infringements of their privacy rights. The GDPR imposes new obligations and stricter requirements on all in-scope organisations involved in the processing of personally identifiable information, emphasising transparency, security and accountability.

It was acknowledged by supervisory authorities in Europe that a large number of firms were not fully compliant as at 25 May 2018. The Information Commissioner's Office (ICO) indicated that firms should now be aware of any gaps in compliance and should have an action plan in place to deal with the gaps. They have also indicated that they expect all firms to have a data processing register in place, as outlined in Article 30 of the GDPR, containing details of all current processing activities. The accountability principle outlined in the GDPR now places the onus on firms to demonstrate their compliance with the GDPR.

A sharp increase in the number of complaints to supervisory authorities across Europe has been observed in the first few weeks since the GDPR came into force. This shows strong public interest and awareness of the new rules.

### BMR (Benchmark Regulation)

The Benchmarks Regulation entered into force on 1 January 2018 and introduces a regime for benchmark administrators that will help ensure the accuracy and integrity of benchmarks. The BMR is a European response to the Libor and Euribor scandals and also regulates contributors and users of benchmarks and indices in addition to administrators.

## ASIA-PACIFIC

### Japan

There were limited changes in the first half of 2018 for the Japanese OTC markets. Following the increased scope for entities trading derivatives, the expiry of temporarily licensed CCPS and the implementation of the margin requirement for non-centrally cleared derivatives, the variation margin regime for non-cleared derivatives applied to all financial institutions in Japan from March 2017. The majority of the Japanese derivatives such as CDS and IRS already had clearing obligations.

With regard to securities, the SESC, the securities inspection body of JFSA, released its inspection policy in January 2017. This policy provided for a change of process to bring it more into line with global standards, the adoption of a risk based analysis conducted through off-site inspections and market intelligence gathering, closer cooperation with foreign regulators and the review of foreign companies conducting business in Japan specifically from the standpoint of technology, business model, and risk control. The review and changes to organisational structure at the JFSA in line with these plans are ongoing.

### Hong Kong

The Securities & Futures Commission (SFC) and the Hong Kong Money Authority (HKMA) issued new Guidelines on Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing, both effective from 1 March 2018, to reflect the enhancement. Licensed entities may now review and simplify customer due diligence (CDD) policies and procedures, checklists and similar documents to reflect the following changes, as well to implement them in practice.

1. The beneficial ownership threshold is "more than 25%" instead of previously "not less than 10%".
2. Licensed firms can rely on a foreign financial institution within the same financial group as a qualified "specified intermediary" to carry out CDD measures on their behalf. The group company does not necessarily need to be regulated provided that it has met all the prescribed conditions set out in the AMLO.
3. The record-keeping period is five years instead of six years.

The SFC also amended the Securities and Futures (Professional Investor) Rules to (1) allow portfolios held in joint accounts with non-associates and investment corporations wholly-owned by an individual to count towards meeting the threshold to qualify as individual professional investor; (2) expand the categories of professional investors to include corporations which have investment holding as their principal business and are wholly-owned by one or more professional investors, as well as corporations which wholly own another corporation which



is a qualified professional investor; (3) allow alternative forms of evidence, permitting investors to rely on public filings made pursuant to legal or regulatory requirements in Hong Kong or in a place outside Hong Kong, and certificates issued by custodians, auditors or certified public accountants.

In light of the further enhancements to the OTC derivatives regulatory regime for Hong Kong, the SFC and HKMA concluded consultation on the mandatory use of Legal Entity Identifiers (LEIs), which will only apply to the identification of entities that are on a reporting entity's side of a transaction during trade reporting. This requirement will apply to the reporting of new transactions and daily valuation information beginning 1 April 2019. Reporting entities should continue to identify their counterparties in transaction reports in accordance with a waterfall of identifiers specified in the Supplementary Reporting Instructions for OTC Derivative Transactions. Meanwhile, reporting entities are expected to establish a process to request LEIs from their clients.

### Singapore

The Securities and Futures (Amendment) Act 2017 gave effect to policy proposals aimed at completing the legislative reforms for the regulation of over-the-counter ("OTC") derivatives. These proposals included: extending the markets regime to OTC derivatives market operators, introducing powers to mandate the trading of OTC derivatives on organised markets and extending the capital markets services licensing regime to intermediaries dealing in OTC derivatives to be implemented by the Monetary Authority of Singapore (MAS).

In May 2018, MAS published a Consultation Paper on the Review of the Recognised Market Operators Regime. MAS has observed the emergence of new business models in trading platforms, including trading facilities that make use of blockchain technology, or platforms that allow peer-to-peer trading without the involvement of intermediaries. It is therefore proposing to expand the current RMO regime from a single tier to three separate tiers that would better match regulatory requirements to the risks posed by different types of market operators.

Also in May 2018, MAS published another Consultation Paper on Draft Notice on Product Notification Regime. Currently, approved exchanges and locally-incorporated recognised market operators seeking to list or delist derivatives products must obtain MAS' approval on a product-by-product basis. Such products include futures contracts and options contracts. MAS approves the listing and delisting of these products based on a set of criteria.

The objective of the approval regime is to ensure that the listing of new products and delisting of existing products would not pose systemic risks or risks to the fair, orderly and transparent operation of the Relevant Entities' markets.

Tradition's entities in Asia have taken appropriate steps, based on the size and complexity of our activities and the nature of our engagement in the FX market, to align our activities with the principles of the Global FX Code. Tradition's Singapore entities have specifically committed to adhere to the FX Global Code at the request of the Monetary Authority of Singapore.

### Other Asian developments

The SEC disseminated the Anti-Money Laundering Council (AMLC) Resolution approving the AMLC Registration and Reporting Guidelines in the Philippines. Bank of Indonesia issued a new regulation requiring all banking institutions and other market participants to obtain a license in order to participate in market operations. This Regulation is the first stage of an effort to enhance the governance aspects, standardisation, and compliance participation in the implementation of monetary operations that will include greater regulatory compliance objectives in the future.

## OUTLOOK

In the second half, the CFT Group will continue to focus on organic and external growth opportunities in order to further enhance its product portfolio, against a backdrop of advanced consolidation in the industry around three global players, including Compagnie Financière Tradition.

**COMPTES  
CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES  
AU 30 JUIN 2018**



**INTERIM CONSOLIDATED  
FINANCIAL STATEMENTS  
AT 30 JUNE 2018**

---

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

## INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
Chiffre d'affaires	2	459 755	411 389	Revenue
Autres produits d'exploitation nets	3	1 178	3 179	Other net operating income
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>460 933</b>	<b>414 568</b>	<b>Operating income</b>
Charges de personnel		-325 520	-293 747	Staff costs
Autres charges d'exploitation		-86 589	-76 365	Other operating expenses
Amortissements		-7 284	-7 126	Depreciation and amortisation
Pertes de valeur des actifs		-	-130	Impairment losses
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-419 393</b>	<b>-377 368</b>	<b>Operating expenses</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>41 540</b>	<b>37 200</b>	<b>Operating profit</b>
Produits financiers	4	3 076	2 564	Financial income
Charges financières	4	-5 412	-7 269	Financial expense
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	6 473	3 173	Share of profit of associates and joint ventures
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>45 677</b>	<b>35 668</b>	<b>Profit before tax</b>
Impôts sur le bénéfice	5	-11 779	-7 020	Income tax
<b>Résultat net de la période</b>		<b>33 898</b>	<b>28 648</b>	<b>Net profit for the period</b>
Attribuable aux :				Attributable to:
Actionnaires de la société mère		31 752	27 443	Shareholders of the parent
Intérêts non contrôlants		2 146	1 205	Non-controlling interests
Résultat par action (en CHF) :				Earnings per share (in CHF):
Résultat de base par action		4,66	4,15	Basic earnings per share
Résultat dilué par action		4,48	3,94	Diluted earnings per share

# ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

## INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
<b>Résultat net de la période comptabilisé au compte de résultat</b>		<b>33 898</b>	<b>28 648</b>	<b>Net profit for the period recognised in the income statement</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>				<b>Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss</b>
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		445	-	Financial assets at fair value through other comprehensive income
Réévaluation des régimes à prestations définies		158	88	Revaluation of defined benefit schemes
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		<b>603</b>	<b>88</b>	<b>Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>				<b>Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss</b>
Ajustements à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente				Fair value adjustments on available-for-sale financial assets
- constatés dans la réserve de réévaluation		-	270	- recognised in revaluation reserve
Ecart de conversion		1 471	-13 109	Currency translation
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat		-	92	Transfer of exchange differences to income statement
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et coentreprises	9	-443	234	Other comprehensive income of associates and joint ventures
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		<b>1 028</b>	<b>-12 513</b>	<b>Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss</b>
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>		<b>1 631</b>	<b>-12 425</b>	<b>Other comprehensive income, net of tax</b>
<b>Résultat global de la période</b>		<b>35 529</b>	<b>16 223</b>	<b>Comprehensive income for the period</b>
Attribuable aux :				Attributable to:
Actionnaires de la société mère		33 144	15 628	Shareholders of the parent
Intérêts non contrôlants		2 385	595	Non-controlling interests

# BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE



## INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

<b>ACTIF</b> en milliers de CHF	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2018</b> <b>30 June 2018</b>	<b>31 décembre 2017</b> <b>31 December 2017</b>	<b>ASSETS</b> CHF 000
Immobilisations corporelles		24 470	20 179	Property and equipment
Immobilisations incorporelles	8	54 037	55 015	Intangible assets
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	138 060	135 188	Investments in associates and joint ventures
Actifs financiers disponibles à la vente	15	-	5 691	Available-for-sale financial assets
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	15	4 560	-	Financial assets at fair value through other comprehensive income
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	15	1 627	-	Financial assets at fair value through profit or loss
Autres actifs financiers		10 103	8 754	Other financial assets
Impôts différés actifs		26 468	27 009	Deferred tax assets
Trésorerie non disponible		34 348	34 148	Unavailable cash
<b>Total actif non courant</b>		<b>293 673</b>	<b>285 984</b>	<b>Total non-current assets</b>
Autres actifs courants		14 154	14 937	Other current assets
Instruments financiers dérivés actifs		47	534	Derivative financial instruments
Impôts à recevoir		5 600	5 992	Tax receivable
Clients et autres créances	7	618 274	447 471	Trade and other receivables
Actifs financiers disponibles à la vente	15	-	5 954	Available-for-sale financial assets
Actifs financiers évalués au coût amorti	15	5 805	-	Financial assets at amortised cost
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		3 244	131	Financial assets at fair value through profit or loss
Trésorerie et équivalents de trésorerie		297 160	322 670	Cash and cash equivalents
<b>Total actif courant</b>		<b>944 284</b>	<b>797 689</b>	<b>Total current assets</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 237 957</b>	<b>1 083 673</b>	<b>TOTAL ASSETS</b>

# BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE



## INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b> en milliers de CHF	<b>Notes</b>	<b>30 juin 2018</b> <b>30 June 2018</b>	<b>31 décembre 2017</b> <b>31 December 2017</b>	<b>EQUITY AND LIABILITIES</b> CHF 000
Capital	11	18 078	17 976	Capital
Prime d'émission		36 740	36 386	Share premium
Actions propres	11	-30 621	-26 599	Treasury shares
Ecart de conversion		-135 919	-136 708	Currency translation
Réserves consolidées		490 432	491 795	Consolidated reserves
<b>Total capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère</b>		<b>378 710</b>	<b>382 850</b>	<b>Total equity attributable to shareholders of the parent</b>
Intérêts non contrôlants		16 539	15 515	Non-controlling interests
<b>Total capitaux propres</b>		<b>395 249</b>	<b>398 365</b>	<b>Total equity</b>
Dettes financières		238 642	238 531	Financial debts
Provisions		20 989	20 237	Provisions
Impôts différés passifs		1 146	1 431	Deferred tax liabilities
Produits différés		6 067	1 900	Deferred income
<b>Total passif non courant</b>		<b>266 844</b>	<b>262 099</b>	<b>Total non-current liabilities</b>
Dettes financières		35 891	1 572	Financial debts
Fournisseurs et autres créanciers	10	518 426	405 163	Trade and other payables
Provisions		5 214	5 185	Provisions
Impôts à payer		14 440	11 217	Tax liabilities
Instruments financiers dérivés passifs		867	71	Derivative financial instruments
Produits différés		1 026	1	Deferred income
<b>Total passif courant</b>		<b>575 864</b>	<b>423 209</b>	<b>Total current liabilities</b>
<b>Total passif</b>		<b>842 708</b>	<b>685 308</b>	<b>Total liabilities</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>1 237 957</b>	<b>1 083 673</b>	<b>TOTAL EQUITY AND LIABILITIES</b>

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

## INTERIM CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

en milliers de CHF	Notes	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>Cash flows from operating activities</b>		
Résultat avant impôts		45 677	35 668	Profit before tax
Amortissements		7 284	7 126	Depreciation and amortisation
Pertes de valeur des actifs		-	130	Impairment losses
Résultat financier net		4 103	2 351	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-6 473	-3 173	Share of profit of associates and joint ventures
Augmentation des provisions		1 327	988	Increase in provisions
Augmentation/(diminution) des produits différés		5 052	-346	Increase/(decrease) in deferred income
Charge relative aux paiements fondés sur des actions		460	382	Expense related to share-based payments
Moins-values sur cessions de sociétés		-	262	Losses on disposal of companies
Plus-/moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	3	-11	-86	Gains/losses on disposal of fixed assets
Augmentation des créances/dettes liées aux activités en principal et de teneur de comptes		-44 884	-9 024	Increase in receivables/payables related to matched principal and account holder activities
Augmentation du fonds de roulement		-13 123	-15 567	Increase in working capital
Provisions payées		-1 342	-508	Provisions paid
Intérêts payés		-3 569	-3 265	Interest paid
Intérêts perçus		678	623	Interest received
Impôts payés		-7 243	-7 666	Income tax paid
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-12 064</b>	<b>7 895</b>	<b>Net cash flows from operating activities</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>Cash flows from investing activities</b>		
Acquisition d'actifs financiers		-3 915	-1 000	Acquisition of financial assets
Valeur de vente d'actifs financiers		410	448	Proceeds from disposal of financial assets
Acquisition de sociétés, nette de la trésorerie acquise		-	-7 338	Acquisition of companies, net of cash acquired
Cession de sociétés, nette de la trésorerie cédée		-	664	Disposal of companies, net of cash disposed
Acquisition d'immobilisations corporelles		-7 476	-1 033	Acquisition of property and equipment
Valeur de vente d'immobilisations corporelles		41	161	Proceeds from disposal of property and equipment
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-2 947	-2 609	Purchase of intangible assets
Dividendes reçus		5 801	5 777	Dividends received
Augmentation de la trésorerie non disponible		-120	-143	Increase in unavailable cash
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>		<b>-8 206</b>	<b>-5 073</b>	<b>Net cash flows from investing activities</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>Cash flows from financing activities</b>		
Augmentation du capital	11	102	182	Capital increase
Acquisition d'actions propres	11	-4 207	-4 884	Acquisition of treasury shares
Valeur de vente d'actions propres	11	250	422	Proceeds from disposal of treasury shares
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants		-1 361	-1 172	Dividends paid to non-controlling interests
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	12	-34 118	-29 491	Dividends paid to shareholders of the parent
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>		<b>-39 334</b>	<b>-34 943</b>	<b>Net cash flows from financing activities</b>
Variation des cours de change		-225	-6 707	Movement in exchange rates
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		-59 828	-38 828	Movement in cash and cash equivalents
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		321 098	331 523	Cash and cash equivalents at start of period
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6	261 269	292 695	Cash and cash equivalents at end of period

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE



## INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

en milliers de CHF excepté le nombre d'actions	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère Attributable to shareholders of the parent						Total Total	Intérêts non contrôlants Non- controlling interests	Total capitaux propres Total equity	CHF 000 (except for number of shares)
		Nombre d'actions Number of shares	Capital	Prime d'émission Share premium	Actions propres Treasury shares	Ecart de conversion Currency translation	Réserves consolidées Consolidated reserves				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>		<b>7 052 218</b>	<b>17 631</b>	<b>24 328</b>	<b>-36 039</b>	<b>-139 436</b>	<b>498 962</b>	<b>365 446</b>	<b>14 860</b>	<b>380 306</b>	<b>At 1 January 2017</b>
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	27 443	27 443	1 205	28 648	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-12 574	759	-11 815	-610	-12 425	Other comprehensive income
<b>Résultat global de la période</b>						<b>-12 574</b>	<b>28 202</b>	<b>15 628</b>	<b>595</b>	<b>16 223</b>	<b>Comprehensive income for the period</b>
Augmentation de capital		73 000	182	-	-	-	-	182	-	182	Capital increase
Acquisition d'actions propres		-	-	-	-4 884	-	-	-4 884	-	-4 884	Acquisition of treasury shares
Cession d'actions propres		-	-	100	322	-	-	422	-	422	Disposal of treasury shares
Dividendes versés		-	-	8 254	17 188	-	-55 681	-30 239	-1 172	-31 411	Dividends paid
Incidence des variations de périmètres		-	-	-	-	-	257	257	-	257	Effect of changes in basis of consolidation
Exercice d'options de souscription d'actions		-	-	1 968	-	-	-1 968	-	-	-	Exercise of share options
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions		-	-	-	-	-	2 255	2 255	-	2 255	Impact of recognition of share options
<b>Au 30 juin 2017</b>		<b>7 125 218</b>	<b>17 813</b>	<b>34 650</b>	<b>-23 413</b>	<b>-152 010</b>	<b>472 027</b>	<b>349 067</b>	<b>14 283</b>	<b>363 350</b>	<b>At 30 June 2017</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>		<b>7 190 218</b>	<b>17 976</b>	<b>36 386</b>	<b>-26 599</b>	<b>-136 708</b>	<b>491 795</b>	<b>382 850</b>	<b>15 515</b>	<b>398 365</b>	<b>At 1 January 2018</b>
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	31 752	31 752	2 146	33 898	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	789	603	1 392	239	1 631	Other comprehensive income
<b>Résultat global de la période</b>						<b>789</b>	<b>32 355</b>	<b>33 144</b>	<b>2 385</b>	<b>35 529</b>	<b>Comprehensive income for the period</b>
Augmentation de capital	11	41 000	102	-	-	-	-	102	-	102	Capital increase
Acquisition d'actions propres	11	-	-	-	-4 207	-	-	-4 207	-	-4 207	Acquisition of treasury shares
Cession d'actions propres	11	-	-	65	185	-	-	250	-	250	Disposal of treasury shares
Dividendes versés	12	-	-	-	-	-	-34 118	-34 118	-1 361	-35 479	Dividends paid
Exercice d'options de souscription d'actions		-	-	289	-	-	-289	-	-	-	Exercise of share options
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions		-	-	-	-	-	656	656	-	656	Impact of recognition of share options
Autres variations		-	-	-	-	-	33	33	-	33	Other movements
<b>Au 30 juin 2018</b>		<b>7 231 218</b>	<b>18 078</b>	<b>36 740</b>	<b>-30 621</b>	<b>-135 919</b>	<b>490 432</b>	<b>378 710</b>	<b>16 539</b>	<b>395 249</b>	<b>At 30 June 2018</b>



# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

## NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Compagnie Financière Tradition SA est une société anonyme suisse, domiciliée au 11 rue de Langallerie à Lausanne. Présent dans 29 pays, le Groupe Compagnie Financière Tradition est l'un des leaders mondiaux de l'intermédiation de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (métaux précieux, énergie et environnement). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (SIX) et sur le 3<sup>ème</sup> compartiment de la bourse de Francfort.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA arrêtés au 30 juin 2018 par décision du 30 août 2018.

### PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Les comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA pour la période terminée le 30 juin 2018 sont établis conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 34 - Information financière intermédiaire, selon le règlement de cotation de la bourse suisse (SIX), et comprennent ceux de Compagnie Financière Tradition SA et de ses filiales (ci-après « le Groupe »). Ils doivent être consultés conjointement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2017.

### GENERAL

Compagnie Financière Tradition SA is a public limited company with its registered office at 11 Rue de Langallerie, Lausanne. With a presence in 29 countries, the Compagnie Financière Tradition Group is one of the world's leading interdealer brokers of both financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (precious metals, and energy and environmental products). Its shares are listed on the SIX Swiss Exchange and the Third Market Segment of the Frankfurt Stock Exchange.

Publication of the interim consolidated financial statements for the period ended 30 June 2018 was approved by the Board of Directors on 30 August 2018.

### BASIS OF PREPARATION

The interim consolidated financial statements for the six-month period ended 30 June 2018 were prepared in accordance with IAS 34 - Interim Financial Reporting, as required by the Listing Rules of the SIX Swiss Exchange. They comprise the financial statements of Compagnie Financière Tradition SA and its subsidiaries ("the Group"). They should be read in conjunction with the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2017.

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2017, à l'exception des normes et amendements suivants, appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

The accounting policies applied to the interim consolidated financial statements are identical to those in effect at 31 December 2017, except for the following standards and amendments which have been applied since 1 January 2018:

Norme Standard	Nom Name	Entrée en vigueur Effective date
IFRS 2 (amendements) IFRS 2 (amendments)	- Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions - Classification and Measurement of Share-based Payment Transactions	1 <sup>er</sup> janvier 2018 1 January 2018
IFRS 4 (amendements) IFRS 4 (amendments)	- Appliquer IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance - Applying IFRS 9 Financial Instruments with IFRS 4 Insurance Contracts	1 <sup>er</sup> janvier 2018 1 January 2018
IFRS 9 IFRS 9	- Instruments financiers - Financial instruments	1 <sup>er</sup> janvier 2018 1 January 2018
IFRS 15 IFRS 15	- Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients - Revenue from Contracts with Customers	1 <sup>er</sup> janvier 2018 1 January 2018

### IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'adoption de la norme IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a entraîné une modification de la présentation des instruments financiers au bilan sans impact sur leur évaluation. Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Des informations complémentaires sont présentées en note 15.

#### Nouvelles méthodes comptables

##### Actifs financiers

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la décomptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

### IFRS 9 - FINANCIAL INSTRUMENTS

The adoption of IFRS 9 at 1 January 2018 entailed a change in the way financial instruments are presented on the balance sheet, but has no impact of their measurement. The Group has chosen not to restate the comparative figures of the previous year. Additional information is disclosed in Note. 15.

#### New accounting policies

##### Financial assets

Ordinary purchases and sales of financial assets are initially recognised and subsequently derecognised on the transaction date.

Receivables are initially measured at their transaction price if they do not contain a significant financial component. Other financial assets are initially measured at fair value; financial assets not measured at fair value through profit or loss are measured at fair value plus transaction costs directly attributable to the acquisition of the asset.

All recognised financial assets are subsequently measured at amortised cost, at fair value through other comprehensive income, or at fair value through profit or loss, on the basis of both:

- the entity's business model for managing financial assets;
- the contractual cash flow characteristics of the financial asset.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présenté au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

A financial asset is measured at amortised cost if the asset is held within a business model whose objective is to hold assets in order to collect contractual cash flows, and the contractual terms of the financial asset gives rise on specified dates to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

The amortised cost of a financial asset is the amount at which it is measured at initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortisation using the effective interest method of any difference between that initial amount and the maturity amount, adjusted for any loss allowance.

The effective interest rate is the rate that discounts estimated future cash payments or receipts through the expected life of the financial asset to the gross carrying amount of a financial asset.

Trade and other receivables are measured at amortised cost using the effective interest method minus impairment losses. These financial assets are presented in current assets, except those with maturities of more than twelve months after the reporting date, which are carried in non-current assets under "Other financial assets". In current assets, "Trade and other receivables" includes broking receivables, as well as receivables related to account holder and matched principal activities. Short-term bank deposits with maturities of more than three months from the acquisition date are measured at amortised cost and presented in the balance sheet under "Financial assets measured at amortised cost".

A financial asset is measured at fair value through other comprehensive income if the asset is held within a business model whose objective is achieved by both collecting contractual cash flows and selling financial assets, and if the contractual terms of the financial asset give rise on specified dates to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

A financial asset is measured at fair value through profit or loss, unless it is measured at amortised cost or at fair value through other comprehensive income.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

#### **Dépréciation des actifs financiers**

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues. Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance. La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat, sauf pour les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Dans ce cas, la correction de valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

#### **Passifs financiers**

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier. Ils sont ultérieurement évalués coûts amortis, à l'exception notamment des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. C'est le cas des instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

#### **IFRS 15 - PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS**

IFRS 15 remplace IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires et les Interprétations y relatives et s'applique à tous les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, sauf si ces contrats sont dans le champ d'application d'autres normes. La nouvelle norme établit

The Group may make an irrevocable election at initial recognition, to present in other comprehensive income subsequent changes in the fair value of an investment in an equity instrument that is neither held for trading nor contingent consideration recognised by an acquirer in a business combination. Dividends received on these investments are recognised in profit or loss. On disposal of these equity instruments, the net cumulative changes in fair value up to the time of disposal are reclassified to available earnings under shareholders' equity.

Other equity instruments are measured at fair value through profit or loss as are derivative financial instruments except if the derivative instrument is designated as a hedging instrument.

#### **Impairment of financial assets**

Impairment of a financial asset measured at amortised cost is calculated using the expected credit loss model. For broking receivables, the loss allowance is measured at the amount of the lifetime expected credit losses. The carrying amount of the asset is reduced through use of an allowance account.

Impairment losses are recognised in the income statement, except for debt instruments measured at fair value through other comprehensive income, for which the allowance is recognised in other comprehensive income.

#### **Financial liabilities**

Financial liabilities are initially measured at fair value; financial liabilities not measured at fair value through profit or loss are measured at fair value minus transaction costs directly attributable to the issue of that liability. They are subsequently measured at amortised cost, except for financial liabilities measured at fair value through profit or loss. These liabilities are subsequently measured at fair value. This is the case for derivative financial instruments, except if the derivative instrument is designated as an effective hedging instrument.

#### **IFRS 15 - REVENUE FROM CONTRACTS WITH CUSTOMERS**

IFRS 15 replaces IAS 11 Construction Contracts, IAS 18 Revenue and the related interpretations, and applies to all income arising in the course of ordinary activities with customers, except if the contracts fall within the scope of other Standards. The new Standard establishes a five-step model to account for revenue

un modèle en cinq étapes pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Selon cette norme, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange des biens ou services fournis aux clients.

Le Groupe a adopté IFRS 15 le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en utilisant l'approche rétrospective modifiée, sans impact sur les capitaux propres à la date de transition. Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liées aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de Compagnie Financière Tradition avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération, lorsque la filiale a rempli ses obligations de performances.

Dans le cadre des activités en principal où le Groupe agit à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

L'adoption des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

## COURS DE CHANGE

Les principaux cours de change contre le franc suisse utilisés dans le cadre de la consolidation sont les suivants :

	30 juin 2018 30 June 2018		30 juin 2017 30 June 2017		
	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	
1 Livre sterling - GBP	1,31	1,33	1,24	1,25	1 pound sterling - GBP
1 Euro - EUR	1,16	1,17	1,09	1,08	1 euro - EUR
100 Yen japonais - JPY	0,90	0,89	0,86	0,89	100 Japanese yen - JPY
1 Dollar US - USD	0,99	0,97	0,96	0,99	1 US dollar - USD

## 1. SAISONNALITÉ

Les activités du Groupe ne présentent pas de caractères saisonniers particuliers compte tenu de la diversité des produits traités et de la couverture géographique étendue. Ces activités dépendent principalement de la volatilité des marchés. Nous avons cependant observé au cours des dernières années, un ralentissement d'activité lors du mois de décembre.

deriving from contracts with customers. Under this Standard, revenue from ordinary activities is recognised at an amount that corresponds to the consideration to which the Group expects to be entitled in exchange for goods or services transferred to customers.

The Group adopted IFRS 15 on 1 January 2018 using the modified retrospective approach, which had no impact on equity at the transition date. Revenue consists of broking revenues and commissions from broking activities conducted by the Compagnie Financière Tradition's operating subsidiaries with third parties. For transactions in which we act as agents, revenue is presented net of rebates, discounts, and charges paid to correspondents, and is recognised at the time of the transaction, when the subsidiary has fulfilled its performance obligations.

With matched principal activities, where the Group acts as principal to simultaneously purchase and sell securities for the account of third parties, commission revenues represent the difference between the buying and selling price of the securities, and are recognised at the delivery date.

The adoption of other provisions did not have any material impact on the Group's consolidated accounts.

## EXCHANGE RATES

The main exchange rates against the Swiss franc used in consolidation are shown below:

## 1. SEASONALITY

The Group's activities are not subject to particular seasonal variations given its diverse product mix and broad geographic footprint. Its activities depend mainly on market volatility. Over the past few years however we have observed a slowdown in business in December.

## 2. SECTEURS OPÉRATIONNELS

La présentation des secteurs opérationnels du Groupe ainsi que les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2017.

L'information par secteurs se présente comme suit :

## 2. OPERATING SEGMENTS

The presentation of the Group's operating segments and the accounting policies applied in evaluating the operating results are identical to those applied at 31 December 2017.

Segment information is disclosed below:

Au 30 juin 2018 en milliers de CHF	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total Total	At 30 June 2018 CHF 000
Chiffre d'affaires	232 069	145 433	125 925	-43 672	459 755	Revenue
Résultat d'exploitation	16 817	15 475	23 259	-14 011	41 540	Operating profit
Résultat financier net					-2 336	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises					6 473	Share of profit of associates and joint ventures
<b>Résultat avant impôts</b>					<b>45 677</b>	<b>Profit before tax</b>

Au 30 juin 2017 en milliers de CHF	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total Total	At 30 June 2017 CHF 000
Chiffre d'affaires	191 102	138 197	117 506	-35 416	411 389	Revenue
Résultat d'exploitation	17 809	13 880	17 408	-11 897	37 200	Operating profit
Résultat financier net					-4 705	Net financial result
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises					3 173	Share of profit of associates and joint ventures
<b>Résultat avant impôts</b>					<b>35 668</b>	<b>Profit before tax</b>

Le rapprochement entre le chiffre d'affaires sectoriel et le chiffre d'affaires consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of segment revenue to consolidated revenue is as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
<b>Chiffre d'affaires sectoriel</b>	<b>503 427</b>	<b>446 805</b>	<b>Segment revenue</b>
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises	-42 922	-34 306	Application of the proportionate consolidation method for joint ventures
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison	-743	-1 108	Recognition of revenue at the delivery date
Autres	-7	-2	Other
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>459 755</b>	<b>411 389</b>	<b>Consolidated revenue</b>

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel et le résultat d'exploitation consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of the segment operating profit to consolidated operating profit is as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
<b>Résultat d'exploitation sectoriel</b>	<b>55 551</b>	<b>49 097</b>	<b>Segment operating profit</b>
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises	-8 131	-4 408	Application of the proportionate consolidation method for joint ventures
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison	-385	-628	Recognition of revenue at the delivery date
Charges de services centraux	-6 274	-5 248	Corporate expenses
Autres	779	-1 613	Other
<b>Résultat d'exploitation consolidé</b>	<b>41 540</b>	<b>37 200</b>	<b>Consolidated operating profit</b>

### INFORMATION SUR LES PRODUITS ET SERVICES

### INFORMATION ON PRODUCTS AND SERVICES

La répartition par groupe de produits du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies de Compagnie Financière Tradition s'analyse comme suit :

A segment analysis of consolidated revenue on continuing operations is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
Change et taux	202 912	182 712	Currencies and interest rates
Titres et dérivés sur titres	159 831	137 478	Securities and security derivatives
Matières premières et autres activités	97 012	91 199	Commodities and other activities
<b>Total</b>	<b>459 755</b>	<b>411 389</b>	<b>Total</b>

### 3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NETS

### 3. OTHER NET OPERATING INCOME

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
Plus-/moins-values sur cession d'actifs immobilisés	11	86	Gains/losses on disposal of fixed assets
Autres produits d'exploitation	1 167	3 093	Other operating income
<b>Total</b>	<b>1 178</b>	<b>3 179</b>	<b>Total</b>

Au 30 juin 2017, la rubrique « Autres produits d'exploitation » inclut un montant de CHF 1 896 000 d'indemnités reçues suite à la résolution d'un litige.

At 30 June 2017, "Other operating income" included compensation payments of CHF 1,896,000 following settlement of litigation.

## 4. RÉSULTAT FINANCIER NET

Cette rubrique se décompose comme suit :

## 4. NET FINANCIAL RESULT

An analysis of this item is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
<b>Produits financiers</b>			<b>Financial income</b>
Produits d'intérêts	718	683	Interest income
Produits des titres de participation	79	96	Income from equity investments
Gains de change	2 181	1 785	Exchange gains
Autres produits financiers	98	-	Other financial income
<b>Total</b>	<b>3 076</b>	<b>2 564</b>	<b>Total</b>
<b>Charges financières</b>			<b>Financial expense</b>
Charges d'intérêts	-3 288	-2 973	Interest expense
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	-407	-	Losses on financial assets at fair value through profit or loss
Pertes de change	-1 717	-4 296	Exchange losses
<b>Total</b>	<b>-5 412</b>	<b>-7 269</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat financier net</b>	<b>-2 336</b>	<b>-4 705</b>	<b>Net financial result</b>

## 5. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

## 5. INCOME TAX

An analysis of tax expense is shown below:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
Charge d'impôts courants	10 949	8 299	Current tax expense
Charge/(produit) d'impôts différés	830	-1 279	Deferred tax expense/(income)
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	<b>11 779</b>	<b>7 020</b>	<b>Income tax</b>



## 6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire se décompose comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	30 juin 2017 30 June 2017	CHF 000
Caisse et dépôts bancaires à vue	260 781	241 251	Cash and call deposits with banks
Dépôts bancaires à court terme	27 846	59 380	Short-term bank deposits
Placements monétaires à court terme	8 533	7 776	Short-term money market investments
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</b>	<b>297 160</b>	<b>308 407</b>	<b>Cash and cash equivalents on the balance sheet</b>
moins : Découverts bancaires	-35 891	-15 712	Less: bank overdrafts
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>261 269</b>	<b>292 695</b>	<b>Cash and cash equivalents in cash flow statement</b>

Les découverts bancaires sont essentiellement liés au financement de transactions en défaut de livraison dans le cadre de l'activité en principal et sont remboursés lors du déboucement des transactions présentées en créances.

## 6. CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents in the cash flow statement are made up as follows:

The bank overdrafts relate to funding for outstanding transactions related to matched principal trades and are repaid once the transactions are settled.

## 7. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	31 décembre 2017 31 December 2017	CHF 000
Créances liées aux activités de teneur de comptes	47 427	32 415	Receivables related to account holder activities
Créances liées aux activités en principal	322 633	211 546	Receivables related to matched principal activities
Clients et comptes rattachés	173 782	139 539	Trade debtors
Créances sur les employés	49 862	37 026	Employee receivables
Créances sur les parties liées	7 444	10 148	Related party receivables
Autres créances à court terme	17 126	16 797	Other short-term receivables
<b>Total</b>	<b>618 274</b>	<b>447 471</b>	<b>Total</b>

## 7. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

An analysis of this item is shown below:

## 8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	31 décembre 2017 31 December 2017	CHF 000
Ecarts d'acquisition	27 666	27 709	Goodwill
Logiciels	23 740	24 849	Software
Fonds de commerce	423	397	Business assets
Autres	2 208	2 060	Other
<b>Total</b>	<b>54 037</b>	<b>55 015</b>	<b>Total</b>

## 8. INTANGIBLE ASSETS

An analysis of intangible assets is shown below:

## 9. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et coentreprises détenues par le Groupe et consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

La variation pour la période se présente comme suit :

en milliers de CHF	Sociétés associées Associates	Coentreprises Joint ventures	Total Total	CHF 000
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>21 567</b>	<b>113 621</b>	<b>135 188</b>	<b>At 1 January 2018</b>
Résultat net de la période	923	5 550	6 473	Net profit for the period
Autres éléments du résultat global	-443	-	-443	Other comprehensive income
Dividendes distribués	-2 405	-3 317	-5 722	Dividends paid
Ecart de conversion	-248	2 812	2 564	Currency translation
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>19 394</b>	<b>118 666</b>	<b>138 060</b>	<b>At 30 June 2018</b>

## 9. INVESTMENTS IN ASSOCIATES AND JOINT VENTURES

This item covers the Group's share of equity accounted associates and joint ventures.

Movements during the period are shown below:

Des enquêtes sont actuellement menées par les autorités et régulateur en relation avec une coentreprise dans laquelle le Groupe détient une participation minoritaire. Une provision a été enregistrée afin de couvrir un éventuel impact financier au 30 juin 2018. L'impact net de cette provision sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère est non significatif. Cependant, sur la base des informations qui nous sont disponibles à ce jour, il n'est pas possible de déterminer l'issue de certaines de ces procédures et par conséquent, d'estimer le montant d'un éventuel impact financier au niveau du Groupe.

A joint venture in which the Group holds a minority interest is currently being investigated by the authorities and the regulator. A provision was recognised at 30 June 2018 to cover a probable financial impact. The net impact of this provision on net profit attributable to shareholders of the parent is insignificant. However, there is no way of knowing the outcome of some of these proceedings based on the information that we have at present, and it is therefore impossible to estimate any financial impact they may have on the Group.

## 10. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉANCIERS

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	31 décembre 2017 31 December 2017	CHF 000
Dettes liées aux activités de teneur de comptes	47 426	32 415	Payables related to account holder activities
Dettes liées aux activités en principal	263 627	196 457	Payables related to matched principal activities
Charges à payer	141 263	121 886	Accrued liabilities
Dettes envers les parties liées	11 672	4 527	Related party payables
Autres dettes à court terme	54 438	49 878	Other short-term payables
<b>Total</b>	<b>518 426</b>	<b>405 163</b>	<b>Total</b>

## 10. TRADE AND OTHER PAYABLES

An analysis of this item is shown below:

## 11. CAPITAL-ACTIONS ET ACTIONS PROPRES

### COMPOSITION DU CAPITAL-ACTIONS

Au 30 juin 2018, le capital-actions s'établit à CHF 18 078 000 (CHF 17 976 000 au 31 décembre 2017), soit 7 231 218 actions au porteur (7 190 218 actions au porteur au 31 décembre 2017) d'une valeur nominale de CHF 2,50.

Durant la période, 41 000 actions nouvelles de Compagnie Financière Tradition SA ont été créées, suite à la conversion de droits de souscription, à un prix d'émission unitaire de CHF 2,50, soit une augmentation de capital d'un montant de CHF 102 500.

### ACTIONS PROPRES

## 11. SHARE CAPITAL AND TREASURY SHARES

### COMPOSITION OF SHARE CAPITAL

Share capital at 30 June 2018 was CHF 18,078,000 (31 December 2017: CHF 17,976,000) consisting of 7,231,218 bearer shares (31 December 2017: 7,190,218 bearer shares) with a nominal value of CHF 2.50.

Following the conversion of subscription rights during the period, 41,000 new Compagnie Financière Tradition SA shares were issued at a price of CHF 2.50 per share. This operation increased capital by CHF 102,500.

### TREASURY SHARES

	Valeur comptable en milliers de CHF Carrying amount CHF 000	Prix d'acquisition ou de réalisation en milliers de CHF Acquisition or redemption price CHF 000	Nombre d'actions de CHF 2,50 de nominal Number of shares of CHF 2.50 nominal	
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>26 599</b>	<b>26 599</b>	<b>379 897</b>	<b>At 1 January 2018</b>
Acquisitions	4 207	4 207	40 634	Acquisitions
Cessions	-185	-250	-2 530	Disposals
Plus-values réalisées		65	-	Realised gains
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>30 621</b>	<b>30 621</b>	<b>418 001</b>	<b>At 30 June 2018</b>

Au 30 juin 2018, le Groupe détient directement 418 001 actions propres (345 478 actions propres au 30 juin 2017) pour un montant de CHF 30 621 000 (CHF 23 413 000 au 30 juin 2017). Celles-ci sont présentées en déduction des capitaux propres.

At 30 June 2018, the Group directly held 418,001 of its own shares (30 June 2017: 345,478) totalling CHF 30,621,000 (30 June 2017: CHF 23,413,000). These shares are deducted from equity.

## 12. DIVIDENDES

Le dividende relatif à l'exercice 2017 d'un montant de CHF 34 118 000 a été versé le 30 mai 2018, conformément à la décision prise lors de l'Assemblée générale du 24 mai 2018, comme suit :

## 12. DIVIDENDS

The dividend for 2017 totalling CHF 34,118,000 was paid on 30 May 2018 in accordance with the resolution of the Annual General Meeting of 24 May 2018, as follows:

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	CHF 000
Versement en espèces	34 118	Cash payment
<b>Total</b>	<b>34 118</b>	<b>Total</b>

## 13. INSTRUMENTS FINANCIERS

### JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique correspondant.

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables des comptes consolidés 2017.

## 13. FINANCIAL INSTRUMENTS

### FAIR VALUE

The table below shows the carrying amount of financial assets and liabilities as well as their fair value according to the corresponding hierarchy level.

The following value hierarchy was used:

- Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for an identical instrument.
- Level 2: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are directly observable in a market (level 1) or derived from prices observed.
- Level 3: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are not observable in a market.

Fair value is not shown for items where the carrying amount is a reasonable estimate of their fair value. The methods used to measure fair value are disclosed in the section on significant accounting policies in the 2017 consolidated financial statements.

Au 30 juin 2018 en milliers de CHF	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total Total	At 30 June 2018 CHF 000
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 560	-	4 560	-	<b>4 560</b>	Financial assets measured at fair value through other comprehensive income
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	4 871	4 846	25	-	<b>4 871</b>	Financial assets at fair value through profit or loss
Clients et autres créances	589 602	-	-	-	-	Trade and other receivables
Instruments financiers dérivés actifs	47	-	47	-	<b>47</b>	Derivative financial instruments
Actifs financiers évalués au coût amorti	5 805	-	-	-	-	Financial assets at amortised cost
Trésorerie et équivalents de trésorerie	297 160	8 533	-	-	<b>8 533</b>	Cash and cash equivalents
Trésorerie non disponible	34 348	-	-	-	-	Unavailable cash
<b>Total actifs financiers</b>	<b>936 393</b>	<b>13 379</b>	<b>4 632</b>	-	<b>18 011</b>	<b>Total financial assets</b>
Dettes financières à court terme	35 891	-	-	-	-	Short-term financial debts
Fournisseurs et autres créanciers	518 426	-	-	-	-	Trade and other payables
Instruments financiers dérivés passifs	867	-	867	-	<b>867</b>	Derivative financial instruments
Dettes financières à long terme	238 642	241 955	-	-	<b>241 955</b>	Long-term financial debts
<b>Total passifs financiers</b>	<b>793 826</b>	<b>241 955</b>	<b>867</b>	-	<b>242 822</b>	<b>Total financial liabilities</b>

Au 31 décembre 2017 en milliers de CHF	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total Total	At 31 December 2017 CHF 000
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3		
Actifs financiers disponibles à la vente	11 645	1 244	10 401	-	<b>11 645</b>	Available-for-sale financial assets
Actifs financiers évalués à la juste valeur	131	99	32	-	<b>131</b>	Financial assets at fair value
Prêts et créances	428 965	-	-	-	-	Loans and receivables
Instruments financiers dérivés actifs	534	-	534	-	<b>534</b>	Derivative financial instruments
Trésorerie et équivalents de trésorerie	322 670	9 208	-	-	<b>9 208</b>	Cash and cash equivalents
Trésorerie non disponible	34 148	-	-	-	-	Unavailable cash
<b>Total actifs financiers</b>	<b>798 093</b>	<b>10 551</b>	<b>10 967</b>	-	<b>21 518</b>	<b>Total financial assets</b>
Dettes financières à court terme	1 572	-	-	-	-	Short-term financial debts
Fournisseurs et autres créanciers	405 163	-	-	-	-	Trade and other payables
Instruments financiers dérivés passifs	71	-	71	-	<b>71</b>	Derivative financial instruments
Dettes financières à long terme	238 531	245 144	-	-	<b>245 144</b>	Long-term financial debts
<b>Total passifs financiers</b>	<b>645 337</b>	<b>245 144</b>	<b>71</b>	-	<b>245 215</b>	<b>Total financial liabilities</b>

## 14. OPÉRATIONS HORS-BILAN

### TITRES À LIVRER ET À RECEVOIR

en milliers de CHF	30 juin 2018 30 June 2018	31 décembre 2017 31 December 2017	CHF 000
Titres à livrer	193 046 128	165 069 600	Commitments to deliver securities
Titres à recevoir	193 045 807	165 069 022	Commitments to receive securities

Les titres à recevoir et à livrer reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 et débouclées après ces dates, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe.

## 15. IMPACT RELATIF À LA PREMIÈRE APPLICATION DE NORMES COMPTABLES

Le Groupe applique la nouvelle norme IFRS 9 de manière rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2018 mais a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de l'exercice précédent qui sont présentés selon la norme IAS 39.

## 14. OFF-BALANCE SHEET OPERATIONS

### COMMITMENTS TO DELIVER AND RECEIVE SECURITIES

Commitments to deliver and receive securities reflect buy and sell operations on securities entered into before 30 June 2018 and 31 December 2017 and closed out after these dates, in connection with the matched principal activities of Group companies.

## 15. IMPACT OF INITIAL APPLICATION OF ACCOUNTING STANDARDS

The Group applied IFRS 9 retrospectively at 1 January 2018 but elected not to restate the comparative figures of the previous year, which are presented in accordance with IAS 39.

Le tableau ci-dessous présente la classe d'évaluation et la valeur comptable originellement déterminées selon IAS 39 pour les instruments financiers détenus par le Groupe au 31 décembre 2017 ainsi que la nouvelle classe d'évaluation et la nouvelle valeur comptable déterminées selon IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

The table below presents the original measurement category and carrying amount for financial instruments held by the Group at 31 December 2017 determined in accordance with IAS 39, as well as the new measurement category and carrying amount determined in accordance with IFRS 9 at 1 January 2018:

en milliers de CHF	Classe d'évaluation selon IAS 39 Measurement category under IAS 39	Classe d'évaluation selon IFRS 9 Measurement category under IFRS 9	Valeur comptable selon IAS 39 Carrying amount under IAS 39	Valeur comptable selon IFRS 9 Carrying amount under IFRS 9	CHF 000
<b>Actifs financiers</b>			<b>Financial assets</b>		
Actifs financiers disponibles à la vente	Disponibles à la vente Available-for-sale	Voir détail ci-dessous See details below	11 645	11 645	Available-for-sale financial assets
Actifs financiers évalués à la juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	131	131	Financial assets at fair value
Clients et autres créances	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	428 965	428 965	Trade and other receivables
Instruments financiers dérivés actifs	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	534	534	Derivative financial instruments
Trésorerie	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	313 462	313 462	Cash
Equivalents de trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	9 208	9 208	Cash equivalents
Trésorerie non disponible	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	34 148	34 148	Unavailable cash
<b>Total actifs financiers</b>			<b>798 093</b>	<b>798 093</b>	<b>Total financial assets</b>
<b>Passifs financiers</b>			<b>Financial liabilities</b>		
Dettes financières à court terme	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	1 572	1 572	Short-term financial debts
Fournisseurs et autres créanciers	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	405 163	405 163	Trade and other payables
Instruments financiers dérivés passifs	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	71	71	Derivative financial instruments
Dettes financières à long terme	Coût amorti Amortised cost	Coût amorti Amortised cost	238 531	238 531	Long-term financial debts
<b>Total passifs financiers</b>			<b>645 337</b>	<b>645 337</b>	<b>Total financial liabilities</b>

Les actifs financiers précédemment inclus dans la catégorie « disponibles à la vente » ont été reclassés comme suit :

Financial assets previously designated as “available-for-sale” were reclassified as follows:

en milliers de CHF	Classe d'évaluation selon IFRS 9 Measurement category under IFRS 9	Valeur comptable selon IAS 39 Carrying amount under IAS 39	Valeur comptable selon IFRS 9 Carrying amount under IFRS 9	CHF 000
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>				<b>Available-for-sale financial assets</b>
Actions non cotées	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Fair value through other comprehensive income	4 447	4 447	Unlisted shares
Actions cotées	Juste valeur par le biais du résultat net Fair value through profit or loss	1 244	1 244	Listed shares
<b>Sous-total non courant</b>		<b>5 691</b>	<b>5 691</b>	<b>Subtotal non-current</b>
Dépôts bancaires à court terme	Coût amorti Amortised cost	5 954	5 954	Short-term bank deposits
<b>Total actifs financiers disponibles à la vente</b>		<b>11 645</b>	<b>11 645</b>	<b>Total available-for-sale financial assets</b>

Le Groupe a fait le choix d'évaluer les actions non cotées détenues au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ces titres de participation ne sont pas détenus à des fins de transactions. Cette option n'a pas été exercée pour les actions cotées sur un marché actif qui sont par conséquent évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net. Un montant de CHF 1 697 000 relatif à des gains non réalisés sur des actions cotées détenues par une société associée a été transféré de la réserve de réévaluation au bénéfice au bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2018, sans impact sur le total des capitaux propres du Groupe. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition et remplissent les conditions d'évaluation au coût amorti.

En outre, IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendue. Le Groupe a décidé d'appliquer la méthode simplifiée pour évaluer les pertes de crédit attendues sur les créances clients. Au 31 décembre 2017, le montant de la provision pour pertes de valeur relatives aux créances clients et comptes rattachés s'élève à CHF 835 000 selon la norme IAS 39. Ce changement n'a pas eu d'impact sur le montant des provisions pour pertes de valeur à la date de transition.

The Group elected to measure unlisted shares held at 1 January 2018 at fair value through other comprehensive income. These equity investments are not held for trading. This election was not exercised for shares listed on an active market, which are measured at fair value through profit or loss. An amount of CHF 1,697,000 relating to unrealised gains on listed shares held by an associate was transferred from the revaluation reserve to available earnings at 1 January 2018, with no impact on the Group's total share capital. Short-term bank deposits have maturities of more than three months from the acquisition date and fulfil the conditions for measurement at amortised cost.

IFRS 9 also introduces a new impairment model based on expected credit losses. The Group decided to apply the simplified approach for measurement of expected credit losses on trade receivables. At 31 December 2017, the provision for impairment losses on trade receivables was CHF 835,000 under IAS 39. This change had no impact on provisions for impairment losses at the transition date.



Conception : [www.justinecreation.fr](http://www.justinecreation.fr)



Compagnie Financière Tradition

Compagnie Financière Tradition - 11, rue de Langallerie, CH 1003 Lausanne  
T. : +41 21 343 52 22 • F. : +41 21 343 55 00